

## **Porto Alegre ou Davos: faut-il choisir?**

*(paru dans 24 Heures, le 5.2.03)*

Porto Alegre ou Davos : si notre cœur est avec les premiers, notre raison est avec les seconds. Mais faut-il vraiment choisir ? Faut-il être pour ou contre la mondialisation ? Poser la question, c'est déjà réaliser l'ampleur des malentendus.

S'il faut la définir, la mondialisation a essentiellement cinq facettes. C'est d'abord l'expansion du commerce international alimentée par la baisse des coûts de transport et le démantèlement des barrières protectionnistes. C'est aussi l'accroissement, encore plus spectaculaire, de la mobilité des capitaux alimentée par la quête incessante de diversification des risques. C'est, en troisième lieu, l'émergence d'institutions supranationales dont certaines sont déjà assez puissantes pour faire trembler les Etats. C'est aussi, et l'un ne va pas sans l'autre, un certain consensus, certes encore vacillant, sur les principes (état de droit, démocratie) qui sous-tendent l'action de ces institutions, principes qui, il y a peu, encore étaient considérés comme des idiosyncrasies culturelles de l'occident. Enfin, la mondialisation, c'est aussi, qu'on le veuille ou non, la généralisation d'un mode de vie universel de la classe moyenne dont les piliers sont la maison dans une banlieue sans histoires, la voiture et le magnétoscope.

Il est clair, au vu de cette énumération, que si certains aspects de ce que l'on appelle mondialisation résultent d'une évolution spontanée des techniques et des mentalités, d'autres sont le fruit d'une volonté politique consciente et sont donc sujets à débat. Ce débat, et les questions posées à Porto Alegre, sont légitimes. En effet, beaucoup des idées qui forment le credo des élites économiques dans le Nord sont vues assez différemment dans l'autre hémisphère. La libéralisation commerciale dont nous prêchons les vertus est ressentie dans le Sud au mieux comme un demi-mensonge (l'enthousiasme du Nord baisse vite dès que l'on parle d'agriculture ou de textiles), au pire comme la poursuite du colonialisme sous un autre nom. La mobilité des capitaux, présentée ici comme vecteur de développement économique, est vécue là-bas comme source d'instabilité.

Par ailleurs, il faut bien reconnaître que le discours de Porto Alegre est lui-même profondément contradictoire. Les opposants les plus virulents aux revendications des ONG sur l'environnement ou les clauses sociales sont ainsi les gouvernements des pays émergents plutôt que les nôtres. Faut-il en conclure qu'un peu de pédagogie suffirait pour expliquer aux braves gens ce qui est bon pour eux ?

En fait, comme toute évolution (le progrès technique est peut-être un facteur de bouleversement bien plus puissant encore), la mondialisation génère des gagnants et des perdants, et cela est vrai au Nord comme au Sud. Après le naufrage du welfare state de l'après guerre, une vague de conservatisme nous a fait croire pendant vingt ans que les perdants pouvaient simplement être laissés sur le bord du chemin. Les militants de Porto Alegre disent que non, et ils ont raison. Notre défi aujourd'hui est de réinventer un système social moderne, capable de protéger les perdants sans pour autant tuer les incitatifs à l'effort et à la prise de risques. Ce défi, ni Davos ni personne ne peut se permettre de le refuser.

Les vrais ennemis de Davos, en effet, ne sont pas à Porto Alegre. Ils se nomment Jean-Marie le Pen, Jörg Haider, Ariel Sharon, le Hamas, et tous les Talibans de la planète, quelle que soit leur religion ou leur couleur de peau. Ce sont les forces de la haine, de la xénophobie et du

repli identitaire. Loin d'être une loi d'airain, la mondialisation est, en fait, une fleur fragile et constamment en danger d'être écrasée. La précédente vague, née au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, a disparu dans le fracas d'Août 1914. L'histoire ne se répète certes pas, mais elle bégaie. En ignorant la voix des laissés pour compte et des inquiets, qu'ils soient ici ou ailleurs, on fait le lit de ces forces obscures dont le ressort est la peur de l'autre. Face à elles, Davos et Porto Alegre sont du même côté de la barricade et sont condamnés à s'écouter.

Marius Brülhart, HEC Lausanne

Olivier Cadot, HEC Lausanne

Jean-Marie Grether, Université de Neuchâtel